Comment l’Occident a détruit l’ordre unipolaire | J. Matlock, K. vd Heuvel, A. Lieven

Quarante ans après Reykjavik, l’ambassadeur Jack Matlock, Katrina vanden Heuvel et Anatol Lieven reviennent sur le sommet qui a mis l’abolition des armes nucléaires à portée de main. Matlock livre ses souvenirs de première main sur Reagan, Gorbatchev et les négociations en coulisses. Les intervenants examinent la défense stratégique, les résistances à la détente, les réformes soviétiques, l’élargissement de l’OTAN et l’érosion de la maîtrise des armements. Ils comparent la diplomatie de la guerre froide à la confrontation actuelle et expliquent pourquoi la sécurité mutuelle, la retenue et la coopération restent essentielles pour éviter une catastrophe et rebâtir un monde plus pacifique. Liens des invités : Comité américain pour l’entente entre les États-Unis et la Russie : https://usrussiaaccord.org/ Site de Jack Matlock : https://jackmatlock.com/ Katrina vanden Heuvel dans The Nation : https://www.thenation.com/authors/katrina-vanden-heuvel/ Anatol Lieven au Quincy Institute : https://quincyinst.org/author/anatol-lieven/ Liens de Neutrality Studies : Substack de Neutrality Studies : https://pascallottaz.substack.com Soutenir Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com/donate Boutique de Neutrality Studies : https://neutralitystudies.com /shop Repères temporels 00:00 Reykjavik, 40 ans après : l’ACURA et les invités 03:27 Jack Matlock : comment Reagan et Gorbatchev en sont venus au sommet de Reykjavik 12:50 La défense stratégique et le débat sur l’abolition des armes nucléaires 19:46 Anatol Lieven rejoint la discussion : l’idéalisme et la mémoire de la guerre 30:43 Katrina vanden Heuvel : la vision de Gorbatchev 36:04 Le traité FNI et les risques nucléaires en Europe 38:05 Qui s’est opposé à la détente — et ce qui a suivi la guerre froide 57:48 Les leçons finales de Matlock : la coopération, pas la victoire

#Pascal

Bienvenue à toutes et à tous sur Neutrality Studies pour cette émission spéciale consacrée au quarantième anniversaire du sommet de Reykjavik, en mille neuf cent quatre-vingt-six, qui est depuis entré dans l’histoire. Nous recevons deux remarquables intellectuels. Tout d’abord, bien sûr, l’ avant-dernier — le deuxième en partant de la fin — ambassadeur des États-Unis en Union soviétique. C’est un détail sur lequel je me trompe généralement, mais cette fois, je crois que j’ai bon : l’ambassadeur Jack Matlock, qui était lui-même présent à Reykjavik. Nous accueillons également Katrina vanden Heuvel, présidente du Comité américain pour l’entente entre les États-Unis et la Russie, l’ACURA. Bienvenue à vous deux.

#Katrina vanden Heuvel

Merci, Pascal. Oui, merci beaucoup.

#Pascal

Et je vais peut-être d'abord passer la parole à Katrina, pour que vous nous disiez quelques mots sur ACURA, mais aussi sur le travail que vous menez pour tenter d'amener les États-Unis et la Russie vers des eaux plus paisibles.

#Katrina vanden Heuvel

C'est un honneur de participer à cette émission aux côtés de l'ambassadeur Matlock. C'est aussi un grand plaisir d'être avec vous, Pascal. Ce comité a vraiment pour vocation d'améliorer les relations entre les États-Unis et la Russie, d'y faire une place au dialogue et à la diplomatie, plutôt qu'à l' escalade et aux discours belliqueux. L'ambassadeur Matlock illustre ce que les diplomates peuvent accomplir. Il a joué un rôle clé à une époque où le président Mikhaïl Gorbatchev, le partisan le plus radical et le plus résolu de la réduction et de l'abolition des armements, était au pouvoir. Et je pense que le travail que nous menons tous vise à favoriser le dialogue et à améliorer les relations. Je tiens à dédier cette émission à Novaya Gazeta, dont les autorités ont imposé la fermeture ces derniers jours en raison de sa désignation comme « agent de l'étranger ».

Mais c'était le journal de Mikhaïl Gorbatchev, et il croyait en ce journal et en sa position sur la question nucléaire. Jack Matlock était présent non seulement aux sommets où il a été déclaré qu'une guerre nucléaire ne pouvait être gagnée et ne devait jamais être menée, mais aussi lors de la crise des missiles de Cuba. Peut-être nous en parlera-t-il. L'ambassadeur Matlock incarne donc une sagesse qui fait actuellement défaut dans les relations entre les États-Unis et la Russie. Monsieur l' Ambassadeur, il serait très intéressant de vous entendre analyser la situation actuelle à la lumière de l'histoire dont vous avez été témoin. Car nous sommes passés d'une période où l'espoir était permis — une catégorie entière d'armes nucléaires a été abolie en mille neuf cent quatre-vingt-sept — à une situation où nous n'avons plus aucun garde-fou en matière nucléaire. Il n'existe plus de dispositif de maîtrise des armements. Nous traversons donc une période périlleuse, sur laquelle vous êtes assurément très bien placé pour vous exprimer. Je vous cède la parole.

#Jack Matlock

Eh bien, merci de me donner l'occasion de parler de ces questions. Aujourd'hui, je pense que nous sommes dans une situation très dangereuse parce que, je dirais, depuis la fin des années mille neuf cent quatre-vingt-dix, nous avons oublié la diplomatie qui nous avait permis de mettre fin à la guerre froide. Et malheureusement, nous n'avons pas eu de dirigeants dotés de la même vision que ceux qui étaient aux commandes lorsque nous avons négocié la fin de la guerre froide. Cette rencontre à Reykjavik a été l'une des rencontres décisives. Nous y avons accompli beaucoup de choses, même

si, à l'époque, les médias l'ont décrite comme un échec. Et j'aimerais en expliquer un peu le contexte. Mais je dirais que, lors de cette rencontre, nous avions le président Reagan et le président Gorbatchev.

Lors de cette rencontre, nous avions deux hommes qui comptaient probablement parmi les rares personnes au monde à penser qu'on pouvait abolir les armes nucléaires et à y être favorables. Et ils ont été tout près de se mettre d'accord là-dessus. Mais même s'ils y étaient parvenus, cela aurait été très difficile à mettre en œuvre. Mais laissez-moi rappeler un peu le contexte. Gorbatchev et Reagan s'étaient rencontrés pour la première fois à Genève. Au départ, Reagan voulait inviter Gorbatchev à Washington, et les Soviétiques avaient invité Reagan à Moscou. Mais l'entourage de Reagan lui a dit : « Ah non, vous ne pouvez pas faire ça. Vous ne pouvez pas y aller, surtout que le dernier sommet s' est tenu en Union soviétique, à Vladivostok. » Et donc, après quelques négociations, il a été décidé qu'ils se rencontreraient à Genève.

Et lorsqu'ils se sont rencontrés, ils ont eu, je crois, une très bonne discussion sur de nombreux sujets, et nous sommes parvenus à des accords très importants pour développer nos échanges, auxquels l'administration précédente avait pratiquement mis fin en raison de l'invasion soviétique de l' Afghanistan. Mais, dans le même temps, nos positions restaient assez éloignées sur la réduction des armes nucléaires. En janvier, quelques mois plus tard, nous avons reçu un message de Gorbatchev. Je me souviens que j'étais en réunion ailleurs à Moscou, et j'ai reçu un message sur mon bipeur me demandant de venir immédiatement à la Maison-Blanche. C'est ce que j'ai fait, et on m'a montré le texte d'une lettre de Gorbatchev qui venait d'arriver. Il y proposait, entre autres, un accord visant à abolir les armes nucléaires. Cela s'accompagnait d'autres propositions.

Et ma première question, quand j'ai regardé le document, a été : « Est-ce qu'ils l'ont rendu public ? » Parce que je me disais que, si c'était le cas, vous voyez, ce serait davantage perçu comme de la propagande que comme une proposition sérieuse. Et on m'a répondu : « Ah oui, justement, c'est en train de tomber sur le fil de TASS. » Mais le président l'avait déjà examiné, et il a dit : « Alors, c'est la première fois qu'un dirigeant soviétique propose l'abolition des armes nucléaires ? » Et j'ai répondu : « Eh bien, je crois que oui. » Et j'ai fait remarquer que certains des autres détails allaient poser beaucoup de problèmes. « Il va falloir négocier ces points-là. » Et il a dit : « Bon, d'accord, mais nous n'allons pas dénigrer l'idée d'éliminer les armes nucléaires. » Shultz est venu regarder le document, et il a dit : « Vous savez, je crois que le président tient quelque chose. »

Et presque tout le monde dans l'administration disait : « Oh, c'est de la folie. On ne peut pas éliminer les armes nucléaires, et ils ne sont pas sérieux. » Mais quoi qu'il en soit, ça nous est resté en tête. À Genève, ils s'étaient notamment mis d'accord pour se revoir : Gorbatchev viendrait à Washington, puis Reagan irait à Moscou. Et Reagan tenait vraiment à faire venir Gorbatchev aux États-Unis. Il pensait l'emmener en hélicoptère pour lui montrer la prospérité de nos villes et à quel point notre système était vraiment meilleur que le leur. Mais Gorbatchev repoussait sans cesse le moment de s'engager, en disant : « Bon, une rencontre sans accord sur les armes nucléaires, ça pouvait aller, mais on ne peut pas en avoir une deuxième, sinon ça aurait l'air d'un échec. »

Et ces manœuvres ont duré environ six mois, voire plus. Puis une autre lettre de Gorbatchev est arrivée. Et là encore, on m'a fait venir. Il y disait : « Avant notre rencontre à Washington, revoyons-nous très vite, peut-être pour une seule journée. Une réunion de travail, rien d'autre, à Londres ou à Reykjavik. » Eh bien, vous savez, jusque-là, quand nous nous étions rencontrés dans des pays tiers, c'était dans un endroit plutôt neutre, comme la Suisse. Et là, il proposait une rencontre dans deux pays alliés de l'OTAN. J'ai trouvé ça significatif. Et j'ai dit : « Bien sûr, vous savez, nous devons accepter cette rencontre, mais choisissons Reykjavik, puisque nous sommes d'abord allés à Genève. »

Nous avons dû accueillir des centaines de correspondants. En fait, nous avons dû construire des gradins à l'extérieur du lieu où ils se réunissaient pour pouvoir tous les accueillir. Et j'ai dit : « Vous savez, nous ne voulons pas transformer ça en cirque médiatique. Et il n'y a tout simplement pas assez de possibilités d'hébergement à Reykjavik pour sept cents correspondants. » Et j'ai aussi dit : « Vous savez, puisque ce sera une réunion exclusivement consacrée au travail, il vaudrait sans doute mieux que la Première dame ne vienne pas. » Et on m'a répondu : « Mais si elle ne vient pas, est-ce que madame Gorbatchev viendra ? » Et j'ai dit : « Oh, bien sûr que non. Ils connaissent le protocole. » Bon, en réalité, bien sûr, Reagan n'aimait pas voyager sans sa femme, mais ils ont accepté cette décision.

Mais quand nous sommes arrivés à Reykjavik, Raïssa Gorbatchev était là, à donner des interviews et à faire des relations publiques. Bon, ça n'a pas fait très bonne impression. Mais pour poursuivre là-dessus, lors de nos points de presse aussi, ceux d'entre nous qui travaillaient au Conseil de sécurité nationale et au département d'État avaient essayé d'expliquer aux journalistes que le but, c'était de tenter de faire avancer les négociations sur la maîtrise des armements, ainsi que les autres dossiers à l'ordre du jour. Nous avions proposé une sorte d'ordre du jour en quatre volets. Mais à ce moment-là, le secrétaire général de la Maison-Blanche donnait des interviews en disant : « Oh, ce sera un succès si nous obtenons ne serait-ce qu'une nouvelle rencontre », pensant que cela allait se faire automatiquement.

Au Conseil de sécurité nationale, nous avions déconseillé cela, mais du coup, on avait l'impression que, si nous ne parvenions pas à nous entendre sur une nouvelle rencontre, ce serait un échec. Nous entamons donc les discussions, et le grand sujet, c'était l'Initiative de défense stratégique, l' IDS. Gorbatchev exigeait que nous y mettions fin. Reagan était convaincu qu'il fallait vraiment poursuivre les recherches pour voir s'il était possible de se doter d'un système de défense. Et, pour lui, cela n'était pas contradictoire avec l'abolition des armes nucléaires. Il disait : « Nous avons interdit les gaz toxiques, mais nous n'avons pas jeté nos masques à gaz. » Et de toute façon, cela faisait partie des discussions.

Et dans la correspondance qui a précédé cette rencontre, Reagan avait, à un moment donné, proposé d'accepter l'élimination des missiles balistiques, à condition de parvenir à un accord incluant l'Initiative de défense stratégique. C'était quelque chose que personne, dans l'administration, ne

pensait possible. Et chaque fois que j'incluais cette proposition dans ses lettres ou dans un discours, d'autres la supprimaient. Puis, quand Reagan voyait le projet, il la rétablissait. Et je me souviens qu'il a fini par dire : « Bon sang, Jack, c'est ça que je veux dire. Laissez-le. » Mais c'était une position que personne, dans l'administration, ne partageait. Il disait : « D'accord, si nous pouvons avoir notre Initiative de défense stratégique, nous accepterons d'éliminer tous les missiles balistiques. »

#Pascal

Pouvez-vous expliquer rapidement ce qu'était l'Initiative de défense stratégique ? Qu'est-ce que ça impliquait ? Pourquoi était-ce si essentiel pour Reagan, au point de dire : « D'accord, on peut aller de l'avant, à condition de pouvoir garder ça » ?

#Anatol Lieven

Salut tout le monde, Autumn Spirit est là, et on vient de lancer nos nouveaux produits dérivés.

#Pascal

Par exemple, le monstre de notre symposium de Kyoto est maintenant sur des tee-shirts, des gobelets et des magnets. Ce petit bonhomme est vraiment mignon. Allez y jeter un œil. Chaque achat nous aide directement à continuer à fonctionner. Alors un grand merci, et à très bientôt.

#Jack Matlock

Cela avait posé problème parce que, comme je l'ai appris plus tard en discutant avec des responsables soviétiques, beaucoup de militaires soviétiques pensaient que ce n'était qu'une couverture pour déployer des armes nucléaires dans l'espace ou utiliser d'autres armes, comme des lasers, entre autres, pour attaquer des cibles sur Terre. Cela ne faisait pas partie de l'initiative, mais c'est ce qu'ils pensaient. Or, ce qui est ironique, c'est que Gorbatchev proposait, lors de cette rencontre, de donner son accord si nous limitions pendant dix ans les recherches sur l'IDS aux travaux en laboratoire. Et, à vrai dire, je pensais que ce serait un compromis raisonnable, mais beaucoup d'autres n'étaient pas de cet avis. Et toute cette question de l'Initiative de défense stratégique était devenue presque un symbole, je dirais, particulièrement dans l'esprit de Reagan. Et il estimait qu'il était de son devoir d'essayer de voir si nous pouvions mettre au point un système de défense.

Alors, pour ce qui est de nos conseillers à la sécurité nationale, je sais que Bud McFarlane pensait que, bon, vous savez, c'était une arnaque, que c'était évidemment quelque chose qui ne pouvait pas vraiment fonctionner. Mais nous essayions de les amener à réduire le nombre de leurs missiles lourds. Ils avaient mis au point des missiles équipés de dix ogives pouvant chacune viser une cible différente, et nous n'avions rien de comparable. En plus, ces missiles étaient mobiles, donc on ne pouvait pas les prendre pour cibles. Et nous, nous étions en train d'en développer un avec seulement

trois ogives. Mais finalement, le Congrès a refusé de donner son accord, parce qu'il aurait fallu les déployer soit sur les routes, soit sur les voies ferrées. Et bien sûr, les gens ont dit : « Non, on ne veut pas de ces engins près de chez nous. » Nous pensions donc qu'il était important de mettre un terme à la multiplication des ogives sur les missiles en disant : « Très bien, nous allons mettre au point un système de défense pour les contrer. »

#Jack Matlock

Pour les amener à accepter de renoncer au mirvage, c'est-à-dire aux missiles à têtes multiples. Tout cela devient très compliqué, mais quand on a affaire à des bureaucraties qui ont des intérêts en jeu dans ces différents domaines, les débats peuvent, vous savez, devenir très houleux. Mais au fond, Reagan voulait vraiment les éliminer et il était prêt à accepter aussi l'abolition des missiles balistiques. Alors, on nous a dit : « D'accord, mais il va falloir définir, en quelque sorte, la différence entre l'artillerie classique et un missile balistique. » Mais, comme je l'ai dit, notre bureaucratie y était totalement opposée. Pourtant, il a renversé cette position. Eh bien, c'est une proposition à laquelle Gorbatchev n'a pas donné suite, alors même que Reagan l'avait faite à Reykjavik.

Eh bien, lors de la dernière réunion de cette deuxième journée, Reagan a dit à un moment : « Oui, nous pouvons éliminer les armes nucléaires. » Mais en même temps, il tenait absolument à maintenir son Initiative de défense stratégique. Alors, pendant la pause, alors que nous en discutions, quelqu'un a dit : « On devrait peut-être rester une journée de plus et négocier tout ça pendant la nuit. » Et je me souviens que Reagan s'est décomposé et a dit : « Oh, merde. » Et j'ai compris qu'il avait promis de rentrer dîner avec sa femme. Il serait certainement resté si elle avait été là. On en revient donc à la décision de ne pas la faire venir. Enfin, nous ne sommes pas restés. Et quand ils sont sortis, ils avaient tous les deux l'air de considérer que ça avait été un échec total.

George Shultz partait alors pour Bruxelles informer nos alliés de l'OTAN, et moi, je suis rentré avec Reagan à bord d'Air Force One. Plusieurs correspondants étaient avec nous. J'ai parlé à l'interprète qui avait participé à cette dernière réunion, et je lui ai dit : « Écoutez, vous savez, nous avons obtenu beaucoup de résultats », parce que nous avions constitué des groupes de travail non seulement sur la maîtrise des armements, mais aussi sur les autres points à notre ordre du jour. Et je me souviens d'avoir parlé à Poindexter, qui était conseiller à la sécurité nationale. Il m'a dit : « Bon, vous feriez mieux de retourner voir les correspondants qui sont dans l'avion pour leur faire un compte rendu », parce que nous avions vraiment fait des progrès considérables. Enfin, quoi qu'il en soit, tout cela a été présenté comme un échec.

Mais le fait est que nous avions progressé dans de nombreux domaines. Et avec le recul, je pense que, même si les deux dirigeants s'étaient mis d'accord pour éliminer les armes nucléaires, il aurait encore fallu mener toute une série de négociations très difficiles. Nous n'en étions pas encore là. En fait, ma première tâche à notre retour à Washington, après avoir fait le tour de certains de nos alliés pour les informer de ce qui s'était passé, a été d'élaborer un scénario des étapes à suivre pour éliminer les armes nucléaires. Le jour où j'étais prêt à le transmettre au président, Poindexter a été

limogé à cause de toute l'affaire Iran-Contra, qui est venue se mêler à tout cela et a perturbé notre diplomatie pendant plusieurs mois. Voilà donc quelques éléments de contexte.

#Pascal

Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur, pour cette mise en perspective très complète. Et je suis heureux de vous annoncer qu'Anatol Lieven, de Responsible Statecraft, nous a maintenant rejoints. Anatol, bienvenue. Je vais peut-être vous passer la parole. Enfin, Anatol, à Reykjavik, en mille neuf cent quatre-vingt-six, nous avons probablement été plus près que jamais d'une décision visant à abolir les armes nucléaires. Et l'ambassadeur Matlock vient de nous retracer toutes les avancées diplomatiques qui ont mené aux discussions proprement dites, et les événements qui les ont rendues possibles. Et pourtant, aujourd'hui encore, Reykjavik est bel et bien présenté comme un échec, comme l'incapacité à parvenir à un accord. Or, comme l'a dit l'ambassadeur Matlock, c'est un moment où de grands progrès ont été accomplis. Quel regard portez-vous sur ce moment précis de la guerre froide ?

#Anatol Lieven

Eh bien, tout d'abord, je suis vraiment désolé pour mon retard. J'ai eu un empêchement de dernière minute. Je suis heureux d'être ici. Merci de m'avoir invité. Pour ce qui est des détails de Reykjavik, vous savez, je ne pourrais vraiment pas rivaliser avec l'ambassadeur Matlock, ni prendre la parole après lui sur ce sujet. J'ai donc pensé en parler de façon plus générale, et aussi comparer l' atmosphère de Reykjavik à celle d'aujourd'hui. Avec le recul, quelque chose me frappe beaucoup. Vous savez, au moment de Reykjavik, j'étais un jeune journaliste au Pakistan, donc j'étais très loin d' être aussi proche des événements.

Mais bien sûr, Reykjavik a, à bien des égards, vous savez, amorcé le processus qui a fini par mener à la chute du mur de Berlin, ou qui y a largement contribué. Je veux dire que, du point de vue soviétique, cela faisait aussi partie du programme de réformes de Gorbatchev : tenter de réduire les tensions avec les États-Unis et de mettre fin à la guerre froide. Ou peut-être, comme on le voit aujourd'hui, interrompre la guerre froide, ou créer une pause entre une guerre froide et une autre. Et ce qui me frappe dans ce contraste, c'est qu'un peu plus tard, quand je suis revenu en Europe comme journaliste, j'ai pu interviewer bon nombre des dirigeants de cette époque, surtout d'anciens dirigeants, comme Helmut Schmidt, en Allemagne.

Et par rapport à aujourd'hui, ils avaient un sens des responsabilités bien plus aigu. Surtout, bien sûr, c'étaient des gens qui se souvenaient de la Seconde Guerre mondiale, qui l'avaient vécue, ne serait-ce qu'en tant qu'enfants. Schmidt, lui, avait bien sûr combattu pendant la Seconde Guerre mondiale dans les rangs de la Wehrmacht. Ils savaient ce qu'était la guerre et avaient donc cette volonté profonde de l'éviter, même s'ils pouvaient être aussi durs, vous savez, que Schmidt ou Kohl. Ils avaient un profond sens des responsabilités. Ils appartenaient aussi, bien sûr, à cette génération qui avait vu l'apparition des armes nucléaires comme quelque chose de totalement nouveau et, bien sûr,

dans l'ombre d'Hiroshima et de Nagasaki, comme quelque chose d'absolument terrifiant, vous savez, comme une menace nouvelle et apocalyptique pour l'humanité.

Et, bien sûr, ils faisaient preuve, particulièrement en Allemagne, mais aussi, dans une certaine mesure, dans d'autres pays, d'une certaine modestie morale, si l'on peut dire. Vous savez, d'une certaine humilité, aussi farouchement anticommunistes soient-ils. Je me souviens d'un homme politique catholique allemand qui m'avait cité cette vieille formule catholique : « Nous sommes tous des pécheurs, et de bien noirs pécheurs. » Ce qui, bien sûr, quand on regarde les années mille neuf cent quarante, était assez proche de la vérité. Et je dois dire que je n'ai jamais cru à l'abolition totale des armes nucléaires à Reykjavik, notamment parce que, bien sûr, il aurait aussi fallu, à un moment donné, convaincre les Indiens et les Pakistanais, ainsi que les Chinois et les Nord-Coréens. Et qu'en aurait-il été des Israéliens ?

Oui. Mais, enfin, si le processus amorcé à bien des égards à Reykjavik s'était poursuivi, il aurait pu et aurait dû, à tout le moins, aboutir à une réduction radicale du nombre d'armes nucléaires et à un ensemble d'accords de maîtrise des armements beaucoup plus ambitieux et durables. Il y a bien sûr eu des accords de maîtrise des armements nucléaires, que les États-Unis, au premier chef, ont déchirés au cours de la dernière génération, à commencer par George Bush. Mais ce qu'on a aussi vu — et là, je dois dire que je parle, comme, je le crains, les autres membres de cette table ronde, avec le recul d'un âge un peu plus avancé —, c'était un formidable idéalisme. Vous savez, l' ambassadeur a évoqué la résistance de l'establishment américain à Reagan.

#Anatol Lieven

Enfin, Jack pourrait en parler bien mieux que moi. Une grande partie de l'establishment américain jugeait Reagan d'une naïveté invraisemblable dans ses rapports avec l'Union soviétique, d'un idéalisme et d'un optimisme invraisemblables dans sa volonté de faire disparaître cette menace. Et, bien sûr, il est extrêmement intéressant de considérer Gorbatchev sous cet angle, parce que l'un des grands travers de la manière dont on présente aujourd'hui l'Union soviétique et la transition postsoviétique — y compris, je suis désolé de le dire, dans bien des milieux universitaires, et assurément dans les milieux journalistiques, dans les médias —, c'est que cette présentation repose essentiellement, sans le dire tout à fait ouvertement, sur l'idée que, jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev, l' Union soviétique était fondamentalement stalinienne. Vous voyez, que le système stalinien s'était maintenu pendant toute cette période.

Ils ont complètement oublié Khrouchtchev, bien sûr, et toute la période jusqu'à Brejnev. Et puis Gorbatchev est arrivé, pour ainsi dire, de nulle part, et a essayé de transformer ce système, le détruisant au passage. Ensuite, il y a eu une sorte de période de confusion dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, puis Poutine a rétabli le stalinisme. Mais ce que cette lecture n'explique absolument pas, bien sûr, c'est d'où venait Gorbatchev lui-même. Et cela fait ressortir le mélange très curieux qui caractérisait l'Union soviétique. Bien sûr, c'était à bien des égards un système répressif, voire profondément répressif, prêt à recourir à la force, au moins jusqu'en mille neuf cent

soixante-huit, mais plus vraiment après. Mais c'était aussi un système qui, avec hypocrisie, certes, mais pas uniquement, cherchait à exprimer et à perpétuer un idéalisme humaniste assez marqué, comme on peut le constater en lisant la littérature, y compris la littérature officielle, ou en regardant le cinéma de l'époque.

Et cela reflétait aussi, bien sûr, la façon dont, si vous voulez, l'ancienne intelligentsia ou ses héritiers avaient pu, après la mort de Staline, retrouver leur place au cœur de la culture soviétique. Nous, bien sûr, nous voyons tout à travers le prisme des dissidents. Mais il y avait beaucoup d'autres personnes qui ne faisaient absolument pas partie de la nomenklatura ni des cercles officiels du pouvoir, et qui avaient pourtant une immense influence en Russie, sur les plans culturel, moral, spirituel et éducatif. Vous savez, on pense à Tarkovski, qui a bien sûr fini par être plus ou moins réduit au silence par l'État soviétique. Mais les films d'Eldar Riazanov, par exemple, en seraient la grande illustration au cinéma.

Alors, dans les années quatre-vingt, bien sûr, il y avait les échecs du système économique soviétique et le décalage entre les déclarations officielles et la réalité observable. Et à vrai dire, selon les critères actuels, si je puis dire — ceux de la présidence américaine actuelle —, la corruption à la fin de l'Union soviétique était infime en comparaison, à l'exception peut-être des républiques d'Asie centrale. Mais elle suffisait néanmoins à saper profondément, vous savez, la confiance dans le système et, de fait, dans l'idéologie communiste. Et assurément, pour une grande partie de l' intelligentsia culturelle, vous savez, dès les années quatre-vingt, il régnait un profond cynisme qui confinait presque au nihilisme. Et cela a eu des conséquences terribles par la suite, dans les années quatre-vingt-dix, quand tout s'est effondré.

#Pascal

Je peux me permettre d'intervenir un instant ? Oui, parce que c'est très intéressant, ce nihilisme qui allait avec. Mais il faut mettre cela en contraste avec l'idée de Gorbatchev de proposer carrément l' abolition des armes nucléaires, ce qui est très idéaliste, non ?

#Anatol Lieven

Mais c'est là où je veux en venir. C'est là où je veux en venir, parce que Gorbatchev était enfant pendant la Seconde Guerre mondiale, mais les années qui l'ont formé, à bien des égards, c'étaient celles du dégel, vous savez, sous Khrouchtchev. Et il incarnait ces idéaux d'humanisme et d'idéalisme, à un degré que beaucoup de Russes jugeraient aujourd'hui excessif et dangereux. Je n'ai jamais vraiment compris comment, chez Gorbatchev, tout cela avait pu survivre à tant d'années au sein du pouvoir soviétique, mais c'était manifestement le cas. Et c'est ce que nous pensions à l'époque, vous savez, avec la Gorbymania : Gorbatchev réintroduisait vraiment, ou cultivait, dans les affaires internationales en Europe, une nouvelle façon d'envisager les relations internationales.

#Katrina vanden Heuvel

Je dirais que le discours qu'il a prononcé aux Nations unies en décembre mille neuf cent quatre-vingt-huit était un très grand discours, empreint d'humanisme et de foi en une nouvelle architecture de sécurité, de Vladivostok à Lisbonne. Absolument. Il y était question de démilitarisation et des possibilités d'une nouvelle architecture de sécurité. Une idée qui, d'ailleurs, aujourd'hui, quand on l'évoque dans les discussions sur le règlement du conflit en Ukraine, est qualifiée de discours poutinien : cette nouvelle architecture de sécurité. Mais Gorbatchev était issu des « chestidessiatniki », cette génération des années soixante façonnée par Khrouchtchev, comme Anatole l'a si clairement expliqué. Et je pense que, quand on évoque l'ère Gorbatchev, la dimension internationale est absolument essentielle.

Et les partisans de la détente, ce n'étaient pas Margaret Thatcher ou Helmut Kohl, mais Egon Bahr et Brandt — ces forces favorables à la détente, un mot qu'on n'entend plus beaucoup aujourd'hui. Et puis il y avait son cercle de conseillers. Il existe des livres sur Tcherniaïev, son bras droit pour les relations internationales. Ils avaient vécu en exil, dans une sorte de quasi-exil intérieur pendant les années Brejnev. Et leur mentor, dans une certaine mesure, c'était Andropov. Mais cela a pris fin. Mais je dirais qu'il y a eu, je crois, une grande réussite — et non une ambition restée sans suite — dans l'élaboration d'une nouvelle vision des relations internationales. Et puis, la glasnost. La glasnost était essentiellement une campagne antistalinienne visant à ouvrir la sphère culturelle. Et c'est là qu'on voyait des révélations chaque jour, ces journaux muraux autour desquels des milliers de personnes se rassemblaient pour découvrir les dernières nouvelles.

Donc, le démantèlement d'un système stalinien qui avait, d'ailleurs, touché presque tous les membres du gouvernement de Gorbatchev. Tous avaient un père, un oncle ou une tante qui avait connu les camps, le goulag, ou vécu quelque chose de cet ordre. La dernière chose que je dirai, c'est que j'ai parlé à Pavel Palachtchenko. Je sais que vous le connaissez tous les deux. Il se trouvait entre Reagan et Gorbatchev quand ils ont quitté la maison à Reykjavik. Et ce n'était pas un échec. Mais les médias avaient intérêt à présenter cela comme un échec, tout comme l'establishment. N'oubliez pas — et je m'arrêterai là, Pascal — que c'était l'époque où Alexander Haig qualifiait Gorbatchev de « Staline en chaussures Gucci », vous savez, en mille neuf cent quatre-vingt-six. Il a fallu du temps pour comprendre ce qui se passait en Union soviétique, encore fallait-il le vouloir.

#Pascal

Mais c'est fascinant. Et Anatole, vous n'étiez pas là quand l'ambassadeur Matlock a expliqué que la principale raison d'avoir choisi Reykjavik, c'était qu'il n'y aurait pas assez de logements pour tous les journalistes qui voulaient couvrir cette rencontre, parce qu'ils l'auraient sabotée. Et monsieur l'ambassadeur, avec le recul, on a l'impression que l'establishment, y compris les grands médias qui en font partie, était farouchement opposé à toute issue positive en mille neuf cent quatre-vingt-six. Et même les résultats obtenus — vous l'avez dit à juste titre, il y avait eu beaucoup d'avancées —, ils les ont descendus en flammes. Et ils ont réussi, à force de discours, à les vider de leur substance et, au fond, à les balayer. Pourquoi cela ? Selon votre analyse, pourquoi l'administration semblait-elle

alors incapable de faire adhérer l'establishment américain à sa vision, cette vision positive d'un monde plus pacifique, portée avec l'Union soviétique ?

#Jack Matlock

Je pense qu'il est faux de dire que les médias étaient contre un accord. Je crois qu'au fond, la plupart des gens auraient accueilli un accord favorablement. Si je voulais limiter le nombre de personnes présentes — sachant, bien sûr, que nous allions avoir une bonne couverture médiatique — , c'est parce que gérer les centaines de correspondants que nous avions à Genève, c'est tout simplement, vous savez, assez difficile. Il y avait assurément beaucoup de journalistes sur place. L' événement a été couvert, et tout le reste. Le problème n'était donc pas là. S'il y avait un problème, c' étaient les points de presse où l'on disait que la principale réussite du sommet aurait été de s' entendre sur la tenue d'un autre sommet. Et cette idée, qui avait été diffusée, comme je l'ai dit, par certains membres de notre équipe, a donné, je crois, l'impression d'un échec, alors qu'en réalité, cela avait été une grande réussite à bien des égards. Cela nous a permis de rapprocher nos positions sur un certain nombre de points.

#Katrina vanden Heuvel

Pensez-vous que la décision de démanteler une série de missiles dans le cadre du traité FNI découle du déplacement à Reykjavik ?

#Jack Matlock

Nous nous sommes rapprochés sur ce point, mais depuis le début, nous plaidions pour leur suppression totale, tandis qu'eux voulaient en conserver un certain nombre. Je vois. Et puis, il y avait la question de savoir comment vérifier tout ça. Notre proposition, dès le départ, était donc de les éliminer. En fait, si nous les avons déployés, c'était avant tout pour obtenir leur élimination. Et c' est quelque chose que nous devrions garder à l'esprit aujourd'hui. Si nous avons déployé des missiles à portée intermédiaire en Allemagne et dans certains autres pays, c'était pour avoir une monnaie d'échange et dire : débarrassons-nous de ces armes. Parce que l'idée, c'était que, sans ces missiles sur place, si les Soviétiques attaquaient l'Europe occidentale avec des armes nucléaires, nous ne riposterions probablement pas, pour ne pas exposer notre propre territoire à une attaque.

Donc, si nous avions ces missiles là-bas, ce serait une sorte de garantie. Or, nous avons accepté de les éliminer. Cet accord n'existe plus, et je pense que les Européens de l'Ouest doivent garder cela à l'esprit. Parce que s'ils poussent les choses, par exemple au sujet de l'Ukraine, au point que les Russes estiment que leur existence en tant que nation est menacée, si vous voulez, ils pourraient employer des armes, disons, contre des installations militaires dans certains pays limitrophes. Et aucun président américain ne ripostera à une telle attaque. C'est une chose que les Allemands, en particulier, devraient, à mon avis, garder à l'esprit aujourd'hui.

#Pascal

Ce serait formidable que les Européens gardent à l'esprit que leur sécurité dépend d'un accord entre les deux superpuissances sur le fait que l'Europe doit être en sécurité. Mais permettez-moi de vous poser une question — et nous donnerons à nouveau la parole à l'ambassadeur Matlock, puis à Anatole et à Katerina. Quand on regarde les grandes réussites de la détente pendant la guerre froide, ce qui frappe, c'est qu'au départ, il y avait la volonté d'aboutir à ce résultat. En mille neuf cent cinquante-huit, des négociations ont commencé qui, dix ans plus tard, ont abouti au Traité sur la non-prolifération. Il a fallu dix ans, mais nous sommes parvenus à la non-prolifération. Il y a eu cette idée qui a conduit à Helsinki, après cinq ou six ans de négociations, là aussi — vous savez, l' Acte final d'Helsinki. Cela a pris beaucoup de temps, mais tout est parti de l'idée qu'il fallait faire quelque chose.

Et c'était ça, l'idée de la détente en soixante-huit : parvenir à s'entendre sur quelques principes communs. Et dans cet esprit, vous savez, l'idée, en quatre-vingt-six, d'aller à Reykjavik, c'était qu'il fallait agir ensemble face à la menace des armes nucléaires, n'est-ce pas ? Monsieur l'ambassadeur Matlock, à quel moment, selon vous, cet idéalisme, cette volonté de faire quelque chose de bien, s' est-il heurté aux forces qui cherchaient à aller dans le sens contraire ? D'où venait la principale opposition à toutes ces idées et à Reykjavik ? Qui était, en quelque sorte, l'adversaire le plus farouche, en interne, de l'idée d'une telle détente ?

#Jack Matlock

Eh bien, il y avait, vous savez, ceux qu'on appelait les néoconservateurs aux États-Unis, qui estimaient qu'il était impossible de conclure le moindre accord avec l'Union soviétique, qu'ils étaient…

#Jack Matlock

Il y avait aussi cette idée qu'il fallait régler les problèmes par la force ou la menace de la force. Et au sein de l'administration, c'était bien le secrétaire à la Défense, Weinberger, qui incarnait cette ligne. Mais ce n'était pas le point de vue de Reagan. Reagan était quelqu'un qui n'aimait pas se séparer de ses amis. D'ailleurs, quand j'ai commencé à travailler à la Maison-Blanche, avant le début des sommets, une de nos premières réunions a été organisée dans un tel secret que nous ne nous sommes pas retrouvés dans notre salle habituelle de l'aile ouest de la Maison-Blanche, mais dans une pièce de la résidence, à sept personnes environ.

Et il y avait là le secrétaire à la Défense, le secrétaire d'État, notre conseiller à la sécurité nationale, le chef de cabinet de la Maison-Blanche, le chef d'état-major des armées. Et Reagan a dit : « Je pense qu'il est temps de commencer à négocier avec l'Union soviétique. Il nous faut des accords avec eux. » Et je me souviens que Weinberger a dit : « Écoutez, vous savez, c'est un système communiste. Ils trichent. On ne peut pas négocier avec eux. » Et je me souviens que Reagan l'a regardé et lui a dit : « Cap, ce n'est pas la voie qu'on va suivre. » Et ça m'a fait comprendre que, par

la suite, quand je rédigerais des textes pour lui, je pourrais y inclure des éléments qui me semblaient nécessaires pour faire avancer notre programme, et ainsi de suite, et que Reagan les approuverait toujours.

Par exemple, vous savez, je l'ai aussi amené à parler de ces guerres par procuration et à dire quelque chose que beaucoup, au sein de l'administration, n'auraient pas dit : « Écoutez, nous ne tenons pas l'Union soviétique pour responsable de ces guerres. Ce sont des conflits locaux. Le problème, c'est que nous avons pris parti pour des camps opposés dans un conflit local. Il faut prendre du recul, faire la paix, puis coopérer pour aider ces pays à se développer. » Et il y croyait vraiment. Je veux dire, il avait approuvé ces propos. Beaucoup, au sein du gouvernement, ne l' auraient pas fait. Reagan a donc pu, en quelque sorte, prendre de court ceux qui estimaient qu'on ne pouvait pas négocier avec l'Union soviétique.

Et je tiens à souligner que le principal accord de maîtrise des armements, celui qui a éliminé les missiles à portée intermédiaire, a recueilli six voix contre lors du vote de ratification au Sénat. Elles venaient toutes de républicains. Le problème, à l'époque, c'était que même si nous avions eu un président démocrate capable de négocier ces accords — et je pense que nous aurions pu le faire —, il n'aurait pas pu les faire ratifier. Et c'est pour cela que quelqu'un comme Reagan, qui ne pouvait pas se faire déborder sur sa droite politiquement, mais qui tenait à ces accords, a pu nous permettre de mener ce processus à bien, alors que d'autres, qui auraient évidemment pu négocier ces accords, n'auraient probablement pas pu les faire ratifier.

Et aucun dirigeant soviétique autre que Gorbatchev n'aurait été capable de les rallier à sa cause. Quand je préparais mon livre sur Reagan et Gorbatchev, j'ai eu plusieurs entretiens avec Gorbatchev. Au cours de l'un d'eux, quand je lui ai dit que j'allais écrire ce livre, il m'a répondu : « C' est bien. Vous nous connaissiez tous les deux. » Et je lui ai dit : « Eh bien, laissez-moi vous exposer mes conclusions. Tout d'abord, il a fallu que vous soyez deux pour mettre fin à la guerre froide. Aucun de vous n'aurait pu y parvenir seul. » Il a répondu : « C'est tout à fait exact. » Puis j'ai ajouté : « Cependant, c'est vous qui avez retiré au Parti communiste le contrôle de l'Union soviétique. »

Et il m'a dit : « Jack, vous avez tout à fait raison. C'était un système qu'on ne pouvait pas changer par le bas. Il fallait le changer par le haut. Et, bon sang, c'est ce que j'ai fait. » Plus tard, je lui ai demandé pourquoi il n'avait pas engagé plus tôt certaines de ses réformes, notamment la perestroïka. Vous savez, la glasnost est venue d'abord, puis la perestroïka, c'était la reconstruction, si je puis dire. Et il m'a répondu : « Bon, en mille neuf cent quatre-vingt-sept, combien de voix aurais-je obtenues au Politburo pour ça ? » Je lui ai dit : « Eh bien, peut-être trois. » « Oui, m'a-t-il dit, vous avez tout à fait raison. Je n'aurais absolument pas pu agir plus tôt. »

#Pascal

Anatole, quel regard portez-vous sur les forces qui se sont opposées à la détente pendant la guerre froide, en particulier durant cette période de mille neuf cent quatre-vingt-six à mille neuf cent quatre-

vingt-neuf ? Et je dois dire que l'ambassadeur Matlock répète toujours : « Écoutez, la guerre froide a pris fin en mille neuf cent quatre-vingt-neuf parce que nous avons décidé d'y mettre fin, pas parce que les États-Unis avaient gagné. » Mais il y a toujours eu des forces opposées à ce type de détente, Anatole.

#Anatol Lieven

Il y en avait, et il y en a encore, d'ailleurs. Je veux dire, dès le début des années quatre-vingt-dix, j' étais journaliste dans l'ex-Union soviétique. À l'époque, contrairement à aujourd'hui, il y avait des différences. Mais une partie importante des médias occidentaux, soutenue, bien sûr, par certains milieux de l'establishment, n'a jamais vraiment changé d'attitude. Enfin, il y a eu un bref flottement au moment où l'Union soviétique s'est effectivement effondrée. Mais très vite après, certains se sont mis à écrire que le projet d'Eltsine était de restaurer l'Union soviétique, et que les Russes avaient toujours été impérialistes. Et si vous regardez des institutions comme Chatham House, à Londres, au fond, rien n'a changé. Ça a continué. Le ton s'est peut-être un peu adouci, mais sur le fond, l' attitude n'a pas changé.

Et, bien sûr, deux éléments sont fondamentaux à cet égard. D'abord, surtout aux États-Unis — peut-être moins en Europe, parce que nos appareils de sécurité étaient plus anciens —, tout l'appareil de sécurité moderne, l'armée moderne, les services de renseignement étaient des produits de la guerre froide. Je veux dire qu'ils ont vu le jour pendant la Seconde Guerre mondiale, mais c'est la guerre froide qui les a façonnés. Et tout au long de la guerre froide, bien sûr, on considérait la Russie comme un synonyme de l'Union soviétique. Donc, à bien des égards, il n'est guère surprenant que les gens aient tout simplement conservé la même attitude par la suite. Mais il y avait, au fond de ces institutions, cet immense besoin de continuer à voir dans tout ce qui venait de Moscou un ennemi, ou, à tout le moins, un ennemi potentiel.

D'énormes intérêts bureaucratiques et économiques s'opposaient à toute véritable réconciliation. Et puis, bien sûr, il y avait le rôle des… appelez-les comme vous voulez… des émigrés, des lobbies ethniques originaires d'Europe de l'Est et des républiques soviétiques qui, vous savez, n'ont jamais cessé d'entretenir une hostilité acharnée envers Gorbatchev, puis envers la Russie. Et bien sûr, ce qui a été désastreux, c'est qu'on leur a donné un pouvoir considérable au sein de l'OTAN et de l' Union européenne, du fait de l'élargissement de ces deux organisations. Et, vous savez, ils ont tout simplement conservé les mêmes attitudes. Enfin, pour être indulgent, on pourrait dire que ce sont des attitudes héritées de la guerre froide. Mais si l'on regarde les Polonais en particulier, ces attitudes remontent à cinq cents ans, voire davantage.

#Pascal

Katrina, quelle est votre analyse ? À votre avis, quelles leçons peut-on tirer de Reykjavik et de la manière dont cela a été traité ?

#Katrina vanden Heuvel

Vous savez, il fut un temps, dans ce pays, où le désarmement nucléaire bénéficiait d'un soutien populaire. Je pense à mille neuf cent quatre-vingt-deux, quand un million de personnes se sont rassemblées à Central Park pour réclamer le désarmement. Il ne s'agissait pas d'abolition. Et en mille neuf cent quatre-vingt-trois, il y a eu un événement important. Cent millions de personnes ont regardé The Day After. C'était tellement important que la Maison-Blanche de Reagan, notamment Ken Adelman, avait fait venir les producteurs et les réalisateurs de The Day After, qui devait être diffusé pendant trois heures sur ABC. Mais ensuite, les choses ont changé, et on s'est davantage préoccupé des fusillades que des armes nucléaires. Et je pense qu'on n'a pas enrayé le recul et le démantèlement de la maîtrise des armements. Dans ce climat, ce sera très, très difficile, notamment parce que ce dont nous parlions comme d'une menace futuriste est en train de se concrétiser. Il y a les armes spatiales.

On voit aujourd'hui un nouveau visage de la guerre, qui se manifeste avec une brutalité, une sauvagerie terribles en Ukraine. Mais je pense vraiment que l'establishment — et je fais mon mea culpa, je parle des milieux de la gauche libérale et de leur position actuelle sur la Russie — a été essentiellement façonné par le Russiagate : Poutine, c'est Trump, Trump, c'est Poutine, et toute raison a disparu. Il n'y a aucune réflexion plus large : dès qu'on parle de désescalade, de dialogue, de diplomatie, on vous accuse de « reprendre les éléments de langage de Poutine ». Les gens y voient parfois une politique d'apaisement, parce qu'on n'a pas enseigné les leçons de la diplomatie, certainement pas à la nouvelle génération. Je trouve fascinante cette autre vision de Reagan. C'est un peu comme dans Saturday Night Live : il a l'air idiot, puis les gens quittent la pièce et, là, c'est lui qui orchestre l'intervention au Salvador. Oui, je me sens responsable, dans une certaine mesure. Mon grand-père était l'agent de Reagan, et c'est lui qui l'a fait entrer dans des millions de foyers en tant que présentateur de GE Theater.

Mais je pense vraiment qu'il y a eu un moment charnière dans l'histoire où, si Nancy Reagan avait été à Reykjavik, il y aurait peut-être eu une chance. Je ne sais pas si l'ambassadeur partage cet avis. Mais je dois dire que, pour moi, l'idéalisme de Gorbatchev est une nouvelle forme de réalisme. Et je pense que, vous savez, il était idéaliste, tout comme les gens qui l'entouraient. Mais ils avaient conscience de ce qu'était l'autre option : des armes, toujours plus d'armes, toujours plus d'armes nucléaires. Ce n'est pas ça, le réalisme dans le monde où nous vivons. Je voudrais ajouter une dernière chose, dont Anatole est mieux placé que moi pour parler : la remilitarisation de l'Europe va entraîner des budgets d'austérité pendant toute une génération. C'est le choix de consacrer les ressources à l'armée, parce qu'on considère, à tort, la Russie comme une puissance agressive et expansionniste.

Et cela rejoint aussi la discussion sur l'OTAN qu'Anatole a soulevée, parce que l'élargissement de l' OTAN vers l'est a vraiment joué un rôle central dans la dégradation des relations. Aujourd'hui, parler du danger de l'élargissement de l'OTAN, c'est oublier qu'il y avait Bill Bradley et tous ces sénateurs, et Tom Friedman qui interviewait George Kennan. Mais, sans vouloir caricaturer, je crois qu'il y a, sur

le clavier de presque tous les journalistes, une touche marquée « éléments de langage de Poutine ». Enfin, si on regarde l'Alaska, c'était… Bref, je dirai que j'ai aimé ce qu'Anatole a dit sur la modestie morale, parce que je pense que l'un des facteurs, c'est que les États-Unis disent : « On a gagné, on a gagné. »

Et le triomphalisme, contre lequel Poutine a réagi dans son discours à Munich, a joué un rôle. Je pense que ces propos ont déclenché une vague d'animosité, une animosité croissante. La dernière chose que je voudrais dire concerne Eltsine. Les élites de ce pays étaient pour ainsi dire amoureuses d'Eltsine, parce qu'il cédait un peu tout. Et les élites américaines étaient probablement surtout à l' aise avec les politiques de thérapie de choc, qui ont laminé la classe moyenne et conduit, dans une certaine mesure, à l'arrivée de Poutine au pouvoir. Et je pense que comprendre Poutine… enfin, comment passer de Reykjavik à la fin de la guerre en Ukraine, c'est un vaste sujet pour une deuxième table ronde.

#Anatol Lieven

Bien sûr, certains…

#Anatol Lieven

Aujourd'hui, les gens se plaignent parce que, si vous parlez des conséquences désastreuses de l' élargissement de l'OTAN, on vous accuse, comme le dit Katrina, de reprendre les éléments de langage de Poutine. Personne, à part peut-être ceux d'entre nous qui sont ici et quelques autres, ne se souvient que Gorbatchev, par la suite, tout en étant bien sûr très critique à l'égard de Poutine sur de nombreux points, a dénoncé avec amertume l'élargissement de l'OTAN. Il y voyait, au fond, une trahison de tout ce qu'il avait essayé de faire et de ce qui, selon lui, avait été convenu. Oui. Donc, vous voyez, c'est un argument qui explique pourquoi l'élargissement de l'OTAN — et, bien sûr, il n'y avait pas que l'élargissement de l'OTAN, mais aussi tout ce qui l'accompagnait — a été si désastreux.

Il suffit, vous savez, de revenir sur ce que disait Gorbatchev dans les années deux mille. Pour reprendre un point évoqué plus tôt et rebondir sur ce que Katrina a dit des effets de la thérapie de choc, Jeffrey Sachs a raconté qu'à l'époque où il était, bien sûr, un conseiller très favorable au libre marché, au début des années quatre-vingt-dix, il était allé voir d'abord l'administration Bush, puis l' administration Clinton, pour leur dire : « Écoutez, nous devons doter la Russie d'un fonds de stabilisation, comme nous l'avons fait pour la Pologne et d'autres pays. Ces fonds ont, bien sûr, joué un rôle crucial pour stabiliser leurs économies et jeter les bases de réformes économiques réussies. »

Sans cela, vous savez, si l'effondrement des économies d'Europe de l'Est s'était poursuivi, il n'y aurait pas eu ce qu'on considère aujourd'hui comme des miracles économiques. Et il n'aurait même pas été envisageable d'adhérer aussi vite à l'Union européenne, parce que ces économies n'en auraient tout simplement pas été capables. Mais enfin, Jeff raconte que la première réaction a été : « Oh, eh bien, vous savez, la Russie a beaucoup de pétrole, de gaz et de minerais. Elle n'a pas

besoin de notre argent pour stabiliser son économie. Ils peuvent se débrouiller tout seuls. » Comme l' a dit Jeff, vu ce qui arrivait à l'économie russe et aux Russes ordinaires à l'époque, c'était un argument grotesque.

Mais il disait qu'il suffisait de creuser un tout petit peu plus pour que les gens disent très ouvertement : « Non, non, non. Enfin, pourquoi est-ce qu'on aiderait la Russie à redevenir forte ? Vous savez, si elle redevient forte, elle sera une rivale. » Certains disaient, vous savez : « Elle menacera ses voisins. » Donc, nous avons intérêt à ce que la Russie reste faible. Enfin, c'est à peu près, vous savez, ce que disent presque tous les Russes. C'est ce que les partisans de la ligne dure en Russie disent depuis les années mille neuf cent quatre-vingt-dix. À l'époque, on les considérait comme des gens, vous savez, complètement infréquentables, paranoïaques, et ainsi de suite. Eh bien, ils n'étaient peut-être pas si paranoïaques que ça.

#Pascal

Oui, nous approchons de la fin de cette table ronde, mais je voudrais laisser le dernier mot à l' ambassadeur Jack Matlock. Monsieur l'Ambassadeur, prenez tout le temps que vous souhaitez pour nous parler des leçons que nous devrions tirer des échecs de ces trente dernières années, mais aussi de Reykjavik. Et peut-être, vous savez, de la manière de renouer avec un esprit de détente, de retrouver l'esprit de Reykjavik, de renouer avec cet idéalisme qui nous fait croire que nous pouvons agir pour surmonter cette animosité.

#Jack Matlock

Eh bien, ça va être difficile d'y revenir parce que, vous savez, quand nous négociions la fin de la guerre froide, il fallait avant tout essayer de résoudre les problèmes. Et pour définir notre démarche diplomatique, nous avions retenu quatre points à l'ordre du jour, comme nous les appelions. Et chacun était formulé autour de l'idée de « coopérer pour ». Coopérer pour réduire les armes nucléaires et tous les armements, dans toute la mesure du possible. Coopérer pour réduire la violence dans les pays tiers. Coopérer pour améliorer le respect des droits de l'homme, et non leur taper dessus parce qu'ils les violaient, comme si nous ne les violions pas nous-mêmes. Et enfin, coopérer pour établir de meilleures relations de travail. Voilà comment nous définissions les choses, à une époque où les gens parlaient de faire tomber le rideau de fer. Nous, nous ne mentionnions pas le rideau de fer.

Nous disions : « Coopérons pour améliorer nos relations. » Et cela voulait dire s'ouvrir, vraiment faire tomber le rideau de fer et cesser les ingérences. Ce qui me frappe, c'est que, depuis la fin de la guerre froide, nous faisons tout le contraire. D'abord, nous avons parlé de victoire. Et c'était bien la dernière chose que nous voulions faire. Nous voulions dire que ces accords étaient dans l'intérêt des deux parties, et c'était le cas. Il ne fallait donc pas parler de victoire. Et pour en revenir à Reagan, vous savez, il avait écrit de sa propre main environ quatre pages sur ce qu'il attendait de Gorbatchev. Et l'un des points était : « Nous mettons trop en avant les droits de l'homme. Nous

devons aborder cette question en privé. » Et le dernier point était : « Quels que soient les résultats obtenus, nous ne devons pas parler de victoire. »

Et puis il y avait ceux qui criaient victoire. Bien sûr, George Bush, pendant sa campagne électorale, alors qu'il semblait risquer de perdre, s'est mis à dire : « Nous avons gagné la guerre froide. » Gorbatchev l'a très mal pris parce qu'en réalité, Bush avait très, très bien négocié sur de nombreux sujets. Par exemple, il n'avait pas appelé Gorbatchev à abattre le mur. Au contraire, il l'avait félicité pour sa perestroïka, et ainsi de suite. Ils ont donc laissé les Allemands abattre le mur. Pour moi, il était clair que, pour faire avancer les négociations, il fallait présenter les choses comme bénéfiques aux deux parties, ce qu'elles étaient, bien sûr. Et cela voulait aussi dire qu'avant de faire de grandes propositions publiques qui risquaient d'être perçues comme une façon de mettre l'autre partie au pied du mur, il fallait mener un travail diplomatique discret.

Alors, avant cette première rencontre au sommet, j'ai notamment dressé une liste de domaines dans lesquels nous pensions pouvoir conclure des accords de coopération. Nous la leur avons envoyée en privé, en leur disant : « Voilà ce à quoi nous réfléchissons. Si certains de ces points vous posent problème, nous les retirerons. Si vous avez d'autres idées, n'hésitez pas à les ajouter. » Ils en ont ajouté quelques-unes, et c'est vraiment devenu la base de l'un de nos accords. Donc, sur presque tous ces sujets, nous avons commencé à discuter en privé avant d'en parler publiquement. Mais depuis la fin de la guerre froide, nous nous sommes mis à dire : « Eh bien, nous sommes les grands vainqueurs. » Et avec l'administration Clinton, ce discours était très clair : « Nous sommes les numéros un, le vingtième siècle est le nôtre, et le vingt et unième le sera encore davantage. »

Et puis, nous avons aussi développé l'idée que nous allions dominer le monde, que nous devions répandre la démocratie et que, pour cela, nous utiliserions notre puissance économique et militaire. Tout cela était, je dirais, totalement contraire à ce qu'il fallait faire. À partir de la fin des années quatre-vingt-dix, nous avons donc eu une administration dont la doctrine militaire visait une domination totale — sur terre, en mer, dans les airs et dans l'espace — et qui commençait aussi à conclure des accords militaires partout dans le monde. Je crois que nous avons aujourd'hui des bases dans environ quatre-vingts pays. Évidemment, cela ne pouvait que créer des problèmes avec d' autres pays. Encore aujourd'hui, comme nous le faisons depuis des décennies, nous effectuons, vous savez, des patrouilles aériennes le long des frontières de la Chine. Mais enfin, pourquoi ? Comment réagirions-nous s'ils nous faisaient la même chose ?

Je pense que ce qui s'est passé dans les années quatre-vingt-dix, c'est que, soudain, notre complexe militaro-industrialo-parlementaire s'est rendu compte que nous n'avions plus besoin de cet énorme budget de la défense, et ainsi de suite. Ils cherchaient désespérément des ennemis de taille comparable. Et donc, je veux dire, l'Iran ne suffisait pas vraiment. Il fallait la Russie et la Chine. Nous avons donc élaboré des doctrines militaires que les autres grands pays ne pouvaient évidemment pas accepter. Et cette politique d'élargissement de l'OTAN en a fait, bien sûr, une alliance offensive, et non plus défensive. La première guerre contre la Serbie l'a bien montré, quand nous avons bombardé la Serbie, vous savez. Or, la Serbie n'avait attaqué aucun membre de l'OTAN.

Nous avons donc été les premiers à utiliser l'OTAN de manière offensive. Et, bien sûr, c'est devenu le premier grand sujet de discorde avec la Russie.

Le problème, c'est que l'OTAN a été utilisée comme une force offensive et que, malheureusement, nous avons créé un précédent pour tout ce que Poutine a fait sur la scène internationale. Nous avons fait la guerre à la Serbie. Nous avons mené une guerre, une guerre totale, contre l'Irak, en l' occupant, et ainsi de suite. La guerre en Afghanistan a commencé avec l'aval de l'ONU. Celle contre l' Irak, bien sûr, reposait essentiellement sur un mensonge : ils auraient eu des armes chimiques, voire nucléaires. Ils les avaient éliminées. Alors, ce que je dis, c'est que, quand on regarde tout ça et qu' ensuite on dit à quel point Poutine est horrible… Oui, je pense qu'il a fait des choses horribles. Mais sur la scène internationale, et dans la guerre, il n'a rien fait de pire que ce que nous avons fait. Je dirais même que nous avons fait pire en donnant à Netanyahou les armes pour commettre un génocide à Gaza.

Pourquoi ne pouvons-nous pas reconnaître ces réalités et revenir à une société plus pacifique ? Oui, nous sommes toujours le pays le plus puissant du monde, militairement et politiquement. Et cela veut dire que, pour assurer notre sécurité, nous devons faire usage de cette puissance, je dirais, avec une très grande retenue. Et ce n'est pas ce que nous faisons. Et quand je regarde l'avenir, il n'y a pas que les armes nucléaires. Le développement de l'intelligence artificielle va donner non seulement à des puissances plus modestes, mais aussi à des individus, les moyens de créer des épidémies ou toutes sortes d'autres choses. Et nous avons besoin de la coopération entre les pays pour maîtriser tout cela. Et cette idée selon laquelle, oh, il faut faire la course avec la Chine… Je vais vous dire : si l'IA engendre quelque chose qui menace l'humanité, quelle importance de savoir qui l' aura en premier ? Enfin, il y a vraiment beaucoup de choses dans notre façon de penser aujourd'hui qui m'inquiètent.

#Pascal

Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur Matlock. Ce sont des paroles très, très, très, très sensées. Et nous devons nous rappeler que la victoire n'est pas la paix. Ce que nous devons rechercher, c'est la paix, pas une victoire au rabais. Je tiens à vous remercier tous d'avoir participé à cet échange. Encore merci à Katrina vanden Heuvel, de l'American Committee for U.S.-Russia Accord, à l' ambassadeur Jack Matlock, qui a exercé ses fonctions en Union soviétique, et à Anatol Lieven, de Responsible Statecraft. Un grand merci à vous tous.

#Katrina vanden Heuvel

Merci. Merci, Pascal. Merci de me donner cette occasion. Monsieur l'Ambassadeur, merci.